



# MOBILISATION ET GRÈVE LE 13 OCTOBRE : LYCÉEN·NES, ÉTUDIANT·ES, PERSONNELS, TOUS·TES ENSEMBLE !

## UNE MOBILISATION LYCÉENNE QUI S'AMPLIFIE ET FÈDÈRE

Suite à l'appel de l'intersyndicale dans l'éducation et le supérieur, la journée de mobilisation nationale du mardi 6 octobre a été massive ! **Les revendications portées au niveau national sont claires, contrairement à ce que répètent les chaînes d'infos** : baisse des effectifs par classe, remplacement des enseignant·es, rénovation du bâti et adaptation au changement climatique, réflexion de fond sur les temps scolaires, fin de Parcoursup...

Elles s'inscrivent dans un mouvement exceptionnel, qui ne s'oppose pas à une loi ou une réforme, mais exige un service public d'enseignement de qualité et égalitaire, la justice sociale.

Les **revendications portées par les élèves sont celles que nous exprimons depuis des années** et le fait que les enseignant·es aient massivement rejoint le mouvement montre bien sa pertinence.

## À L'UNIVERSITÉ, ÇA CRAQUE AUSSI

Un mouvement similaire est en cours **dans le supérieur** où les coupes budgétaires de l'État mettent en péril l'accueil des étudiant·es. Les attaques prennent la forme du « débat » sur une hausse des droits d'inscription, qui a d'abord honteusement ciblé les étudiant·es étrangers et étrangères extra-communautaires, puis s'est élargi comme il fallait s'y attendre à toutes les catégories d'étudiant·es. Quel est l'intérêt de poursuivre ses études dans ces conditions ? Quand, en effet, les repas universitaires à un euro du CROUS sont une nécessité pour survivre et que les bourses sont gelées depuis 2023 ?

Ces décisions ne sont pas des ajustements de politiques, **c'est un plan délibéré, à savoir réduire les moyens humains, financiers et matériels, imposer des modèles managériaux venant du privé**. Tout ceci ne vise qu'à privatiser un système qui devrait rester un service public. L'« éducation » se transforme en une marchandise comme une autre.

## RÉPRESSION ET STRATÉGIE DU POURRISEMENT

La consigne du ministre de l'Intérieur de n'avoir aucune retenue a été bien comprise par les préfets et par les forces de l'ordre comme un blanc-seing à la répression.

Les cas de mutilations d'élèves se multiplient avec une main arrachée, une mâchoire brisée, un œil éborgné. À plusieurs reprises, des véhicules de police ont foncé dans une foule en marge des blocus, telles des voitures-béliers. **On n'est plus dans un maintien de l'ordre**, mais dans une répression aveugle, à tel point que l'ONU a critiqué ce « maintien de l'ordre ». Une nouvelle étape a également été franchie avec des intrusions policières dans les lycées et les universités, sans l'aval des chefs d'établissement.

**Le gouvernement tente de temporiser.** Il ne faut pas se satisfaire de l'annonce des « cinq chantiers prioritaires » devant mener à d'hypothétiques mesures entre la fin du mois et début novembre, un discours creux sans aucune mesure concrète ni moyens supplémentaires, puisqu'une suppression de 1 588 postes d'enseignant·es a été annoncée, car le budget pour l'éducation nationale est bien abaissé. Les trois mille postes de titulaires remplaçant·es interrogent : pourquoi n'ont-ils-elles pas été affecté·es avant ? Les zones des enseignant·es TZR seront-elles respectées ?

## LYCÉEN·NES, ÉTUDIANT·ES, PERSONNELS : MÊME COMBAT !

Mardi 13/10, **soyons massivement en grève** et aux côtés des lycéen·nes et étudiant·es. Organisons-nous et discutons des suites à donner au mouvement pour arracher un plan d'urgence pour l'École et l'Université !



# **MOBILISONS-NOUS POUR UN PLAN D'URGENCE**

## **POUR L'ÉCOLE ET POUR L'UNIVERSITÉ !**

- des créations massives de postes d'enseignant·es titulaires pour faire baisser les effectifs d'élèves par classe ;
- des créations immédiates et massives de postes en vie scolaire, de CPE, d'AESH, de psy-EN, d'infirmier·ères, d'assistant·es de service social, de médecins scolaires, d'agent·es administratif·ives ;
- des ouvertures d'écoles et d'établissements scolaires ;
- un plan d'ampleur de rénovation du bâti scolaire ;
- le maintien et le renforcement de l'éducation prioritaire, en intégrant les lycées ;
- des moyens pour mettre en œuvre le programme EVAR/EVARs ;
- la fin de Parcoursup et de Mon Master ;
- l'abrogation des réformes Blanquer, du « choc des savoirs » et de la Transformation de la Voie Pro ;
- la fin des statuts précaires par la titularisation ;
- l'augmentation des salaires et l'indexation du point d'indice sur l'inflation, la suppression du jour de carence ;
- à moyen terme : la création de nouveaux corps de la fonction publique pour les missions de vie scolaire et celles d'aide aux élèves en situation de handicap ;
- plus de démocratie dans les établissements : plus de prise en compte de la parole lycéenne et étudiante ;
- l'annulation de l'augmentation des droits d'inscription dans le supérieur, la fin du gel des bourses étudiantes, l'augmentation massive des moyens pour les CROUS ;
- des budgets à la hauteur des besoins dans le Supérieur et la Recherche.



### **CNT-SOLIDARITÉ OUVRIÈRE**

Fédération Des Travailleur·euses de l'Éducation et de la Recherche

✉ [fede.educ.public@cnt-so.org](mailto:fede.educ.public@cnt-so.org)

🦋 [cnt-so-education.bsky.social](https://cnt-so-education.bsky.social)

🌐 [educ.cnt-so.org](https://educ.cnt-so.org)